

Pouvoir d'emprunt—Loi

Des voix: Bravo!

M. Rae: . . . n'ont cessé d'attaquer et de critiquer le gouvernement à cause de l'ampleur du déficit. Selon eux, il faut mettre un terme aux dépenses qui contribuent à grossir le déficit. Dans un discours prononcé par le député de York-Simcoe (M. Stevens), que j'ai lu ce matin, ce dernier a cité de multiples exemples des folles dépenses et de la mauvaise gestion du gouvernement. Mais, monsieur l'Orateur, nous devons dire aux représentants du parti à notre droite qu'ils ne peuvent gagner sur les deux tableaux. Ils ne peuvent s'élever contre les dépenses excédentaires et, par ailleurs, proposer que l'intérêt hypothécaire soit déductible de l'impôt. Cette formule entraînerait un déficit fiscal beaucoup plus considérable que celui que doit actuellement endosser le gouvernement actuel.

Des voix: Bravo!

M. Rae: J'en conclus donc que les critiques du député de York-Simcoe et celles du chef de l'opposition sont hypocrites.

Des voix: Bravo!

M. Rae: Et si elles ne le sont pas et si les députés du parti conservateur à ma droite veulent réellement réduire les dépenses gouvernementales grâce à cette méthode, qu'ils se présentent devant les Canadiens et qu'ils leur disent quels programmes sociaux seront réduits, car ils tiendront à le savoir. Quand le représentant de York-Simcoe parle de changer la doctrine et la stratégie sur lesquelles se fondent les dépenses gouvernementales, à titre de citoyen du Canada, je veux savoir dans quels programmes on pratiquera des coupes sombres parce que je crois que cela préoccupe les Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Paproski: Maintenant prenez-vous-en aux libéraux.

M. Rae: Ne vous en faites pas, il y en a pour tout le monde.

Des voix: Oh, oh!

M. Rae: En fait, les principes économiques du parti libéral sont antérieurs à Keynes, tandis que les principes économiques du parti conservateur à ma droite sont d'origine précambrienne.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Rae: A une époque où un million de Canadiens sont sans travail, où notre économie a un rendement très médiocre, un parti ne peut plus prétendre équilibrer son budget dans un an ou deux. C'est tout à fait ridicule au point de vue financier. C'est faire preuve d'irréalisme économique, c'est ménager la chèvre et le chou et on n'y parviendra pas. Les Canadiens veulent savoir. Nous avons le droit d'interroger le gouvernement et l'opposition au sujet de leurs programmes de maintien du revenu. Seront-ils réduits. Si tel est le cas, lesquels le

[M. Rae.]

seront? Est-ce que ce sera l'assurance-chômage, le régime de pension ou la pension de vieillesse? Ce sont des dépenses qui assurent le revenu d'un grand nombre de Canadiens. Si vous avez l'intention d'imposer des restrictions dans ces domaines, veuillez nous préciser avant les prochaines élections quels groupes devraient être éliminés.

● (1602)

Il faut nous résigner au fait que dans l'état actuel de notre économie, nous devons subir des déficits pendant encore quelque temps, car nous avons un million de chômeurs. Nous devons assurer la relance. Il nous faut donc étudier très attentivement les formules et les propositions présentées par le gouvernement actuel ou éventuel.

La population canadienne a le droit de savoir que ni l'un ni l'autre des grands partis ne s'est engagé à respecter le principe que l'État doit dépenser. Aucun ministre ni aucun député conservateur à ma droite n'a défendu le concept de dépenses publiques. Le moment est maintenant venu où quelqu'un doit avoir le courage de dire qu'à moins de faire des dépenses publiques de niveau raisonnable, nous n'aurons pas de pensions ni d'assurance-chômage que le gouvernement n'interviendra pas dans l'économie pour nous protéger contre les agissements des requins sans scrupule.

Une voix: Pas d'assurance-maladie.

M. Rae: Comme mon ami le fait remarquer, nous n'aurions pas d'assurance-maladie. Les Canadiens ont le droit de savoir cela. J'aimerais qu'un ministre de la Couronne ait le courage de dire à la Chambre et à la population du Canada que c'est ce qu'ils ont fait, qu'ils en sont fiers et n'ont pas à s'en cacher.

M. Paproski: Attendez que votre père entende votre discours.

M. Rae: Mon père l'a entendu bien des fois. Ce discours soulève de graves questions au sujet de notre économie et des mesures que le gouvernement adoptera pour régler les problèmes économiques du pays.

Les ministres accusent le Nouveau parti démocratique de dénigrer le pays et de n'avoir aucune confiance en l'avenir du Canada. Au contraire, nous n'avons plus confiance. Nous n'avons jamais eu confiance dans le parti libéral. Quoiqu'il en soit, nous ne commettons pas la même erreur que les députés d'en face en confondant l'avenir du Canada et celui du parti libéral. En langage technique, je dirais que nous constatons une corrélation négative entre les deux.

Des voix: Bravo!

M. Rae: C'est bien parce que nous, socio-démocrates, restons optimistes à propos de notre pays et de son potentiel que nous nous inquiétons tellement de la tragédie des chômeurs et de la situation difficile où se trouvent tant de Canadiens.